

**ACCORD CADRE POUR PRESTATIONS
INTELLECTUELLES D'ASSISTANCE, DE CONSEIL
JURIDIQUE POUR LA CCSS DES HAUTES-ALPES**

LOT 7 – Ressources Humaines

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

LOG/CCSS05 – 01/2025

Date 30/07/2025

APPEL D'OFFRE OUVERT

POUVOIR ADJUDICATEUR/MAITRE D'OUVRAGE

**Caisse Commune de Sécurité Sociale des Hautes-Alpes
10, bd Georges Pompidou – CS 50004
05025 GAP Cedex**

Le pouvoir adjudicateur est représenté par :

Monsieur le Directeur de la CCSS des Hautes-Alpes
Monsieur DAMOUR Rodolphe

ARTICLE 1 OBJET

Ce Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) définit les conditions et modalités techniques de l'accord-cadre à bons de commande que la CCSS des Hautes-Alpes souhaite conclure pour la réalisation de prestations d'assistance, de conseil juridique dans le cadre de ses activités RH.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées ci-après. Les prestations s'effectuent principalement dans les locaux du titulaire. Le titulaire pourra également être amené à se déplacer dans les locaux de la CCSS des Hautes-Alpes et, le cas échéant, devant les juridictions compétentes.

Le titulaire de l'accord-cadre est soumis à une obligation de résultat. Il s'engage à assurer dans les règles de l'Art l'ensemble des missions qui lui sont confiées par la CCSS des Hautes-Alpes.

ARTICLE 2 – PRESENTATION DE LA CCSS DES HAUTES-ALPES

La CCSS des Hautes-Alpes

Au 01/04/2022, la Caisse Commune de Sécurité Sociale des Hautes-Alpes (CCSS) est née de la fusion entre la CPAM des Hautes Alpes et la CAF des Hautes Alpes suite à l'arrêté du 10/09/2021 portant création d'une caisse commune de sécurité sociale dans le département des Hautes-Alpes.

La CCSS des Hautes-Alpes assure les missions des caisses mentionnées aux articles L. 211-1 et L. 212-1 du code de la sécurité sociale. Les biens, droits et obligations de la caisse primaire d'assurance maladie et de la caisse d'allocations familiales des Hautes-Alpes ont été transférés à la caisse commune de sécurité sociale des Hautes-Alpes. Elle est placée sous la tutelle de la CNAF

Le siège social est situé 10 boulevard Georges Pompidou CS 50004 05025 Gap Cedex

Le siège social est situé 10 boulevard Georges Pompidou CS 50004 05025 Gap Cedex, l'organisme a également un site sur Briançon (05). Notre entité représente environ 200 salariés en CDI et CDD.

ARTICLE 3 - LANCEMENT DU MARCHÉ ET SUIVI DES PRESTATIONS

3.1 Réunion de lancement

Le titulaire tient une réunion de lancement du marché avec la CCSS des Hautes-Alpes, dans le mois suivant la notification du marché. Pour fixer les réunions, il prend contact avec les représentants de la CCSS des Hautes-Alpes dans un délai maximal de huit jours ouvrés afin de proposer des dates

3.2 Autres réunions

Exceptionnellement, l'organisme demandeur peut prévoir d'autres réunions avec le titulaire pour faire un suivi dossier ou en vue d'être assisté dans la prise de décision. Ces réunions exceptionnelles doivent se tenir, en présentiel ou distanciel, dans un délai de 5 jours ouvrés maximum à compter de la date d'envoi d'un courriel de la CCSS des Hautes-Alpes indiquant les motifs de cette réunion.

ARTICLE 4 - PRESTATIONS ATTENDUES

4.1 Fonction de conseil juridique :

Conseils juridiques par voie orale ou écrite et assistances sur tous les types de sollicitations juridiques en lien avec la Responsable RH, dont notamment :

Etudes ou consultations juridiques nécessitant un travail de recherche et d'expertise,

- ✓ conseil juridique demandé par l'organisme,
- ✓ Interprétations réglementaires et examens de documents demandant une expertise juridique,
- ✓ Préventions et limitations des situations contentieuses,
- ✓ Validations de documents établis par la CCSS : Avis ou observations sur l'ensemble des documents communiqués.

4.2 Veille juridique

Le titulaire devra suivre et se tenir informé des évolutions législatives et réglementaires des textes applicables pouvant impacter les activités de RH de la CCSS des Hautes-Alpes.

Une fois par semestre, le titulaire devra animer, pour la CCSS des Hautes-Alpes, une réunion de veille juridique incluant notamment un point sur les jurisprudences susceptibles d'avoir un impact sur l'organisme.

4.3 Modalités d'exécution

Quel que soit le degré et la typologie d'analyse requis, le titulaire devra fournir une prestation objective et indépendante, formuler des avis et préconisations motivés, apporter des solutions opérationnelles, réalistes et pertinentes au vu des droits et obligations de la CCSS des Hautes-Alpes, ou des tiers.

La prestation de conseil juridique est accompagnée de l'analyse des risques correspondants (en indiquant le niveau de risque associé selon les scénarios proposés). Le titulaire s'engage à coopérer avec tout tiers désigné par la CCSS des Hautes-Alpes, notamment avec d'autres professionnels du droit.

En toutes hypothèses et quel que soit le niveau d'expertise du livrable attendu, l'analyse ne saurait se contenter de la reprise d'ouvrages de doctrine ou de chroniques jurisprudentielles.

L'analyse devra impérativement inclure des références précises et complètes aux sources textuelles, jurisprudentielles, doctrinales, ainsi qu'à toute autre source d'information sur lesquelles elle se fonde, tout en offrant des éléments permettant une mise en application concrète.

ARTICLE 5 - INTERVENANTS

Le titulaire désignera un correspondant dédié pour la CCSS des Hautes-Alpes qui aura pour mission d'assurer la coordination des prestations, lequel peut être chargé de l'exécution des prestations.

Il devra être joignable cinq jours sur sept, de 9 heures à 18 heures par téléphone ou par courriel, à un point d'entrée unique.

Il assurera la réception des appels et la gestion des réponses à fournir à l'organisme, dans le cadre de l'exécution du marché.

La réalisation des prestations par les profils décrits dans l'offre technique du titulaire, tout au long de l'exécution du marché, est un élément substantiel du marché. Si une ou plusieurs personnes ne sont plus en mesure de réaliser les prestations, le titulaire doit en avvertir la CCSS des Hautes-Alpes immédiatement, par tout moyen permettant de donner date certaine.

Le titulaire dispose de cinq jours ouvrés à compter de la date de réception de ce courrier pour désigner un ou des remplaçants disposant de compétences équivalentes et en communiquer le nom et le profil à la CCSS des Hautes-Alpes. Le titulaire doit veiller à ce que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. Le marché ne peut continuer que si le pouvoir adjudicateur approuve par écrit la ou les personnes remplaçantes.

En l'absence de proposition de remplaçant dans le délai imparti, ou si le pouvoir adjudicateur n'a agréé pas le remplaçant, le marché peut être résilié aux torts du titulaire selon les dispositions fixées à l'article 17 du CCAP.

Le titulaire s'engage à remplir seul ses obligations d'employeur vis-à-vis de son personnel ou des personnes extérieures qu'il estime devoir mobiliser comme intervenants, dans le cadre du présent accord cadre.

Les intervenants demeurent placés sous l'autorité du titulaire, même si les interventions sont exécutées sur le site de la CCSS des Hautes-Alpes. Tout accident ou maladie pouvant affecter les membres de l'équipe chargée de l'exécution du marché pendant la durée de la prestation relève du titulaire.

Les dispositions du présent article ne peuvent entraîner aucun coût supplémentaire pour la CCSS des Hautes-Alpes.

ARTICLE 6- LIVRABLES ATTENDUS ET DELAIS DE LIVRAISONS

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations dans les délais suivants :

Livrables	Point de départ	Délais de réalisation
demande d'information Urgentes , pièces ou autres questionnements sur un dossier donné	Saisie effective par la CCSS	J
demande d'information Non Urgentes , pièces ou autres questionnements sur un dossier donné	Saisie effective par la CCSS	J+7

Toutes les livrables sont transmis au travers de l'outil de communication sécurisé de la CCSS des Hautes-Alpes, bluefiles et l'avocat mentionne dans le titre le nom et le numéro de dossier. Aucun document ne devra être envoyé sous forme d'email

ARTICLE 7 - PROLONGATION DU DELAIS D'EXECUTION

L'organisme demandeur peut accorder au titulaire une prolongation des délais d'exécution fixés par l'article 5 du présent document, lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution de la prestation dans les délais contractuels.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire doit, par courriel, informer l'organisme demandeur des causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans les délais fixés et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose pour cela d'un délai de trois jours ouvrés à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

Une prolongation des délais ne peut en aucun cas entraîner une augmentation du coût de la prestation.

La CCSS des Hautes-Alpes notifie par écrit au titulaire sa décision dans le délai maximum de trois jours ouvrés à compter de la réception de la demande. Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai du marché ou du bon de commande.

ARTICLE 8 - OPERATION DE VÉRIFICATION ET RECEPTION DES LIVRABLES

8.1 : Définition et rôle de l'autorité de contrôle

Les prestations demandées seront soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent bien aux besoins et stipulations prévues dans l'accord-cadre et à l'offre technique du titulaire. Le suivi et le contrôle de la bonne réalisation des prestations seront assurés par chaque organisme pour ses besoins propres.

La CCSS des Hautes-Alpes se réserve le droit, en cours de mise en œuvre et d'exécution de la prestation, de procéder à des contrôles à tout moment pour constater l'exécution des prestations.

Elle se chargera entre autres de suivre l'avancement des prestations, de comparer cet état d'avancement au calendrier prévu, de formuler une appréciation, le cas échéant sur les documents demandés, et dans tous les cas sur la qualité des prestations, de vérifier le bien-fondé des demandes de paiement, et de formuler un avis sur l'achèvement correct des prestations.

Le correspondant technique de l'organisme est chargé des opérations de vérification préalables aux décisions de réception.

8.2 : Délais et résultats de la vérification

Pour tous les livrables attendus au titre des prestations, l'organisme dispose de 15 jours calendaires maximum, à compter de la réception du livrable, sous format dématérialisé ou papier, pour procéder aux opérations de vérification ;

À l'issue de toutes les vérifications, l'organisme demandeur prend les décisions de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet dont les termes sont définis ci-dessous :

- ✓ **Réception** : l'organisme reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du marché ;
- ✓ **Ajournement** : l'organisme estime que les prestations peuvent être reçues moyennant des mises au point et/ou des corrections à opérer par le titulaire ;
- ✓ **Réception avec réfaction** : l'organisme estime que les prestations, sans entièrement satisfaire aux stipulations du marché, peuvent être reçues en l'état. Dès lors, l'organisme prend la décision motivée de réduire le montant des prestations à verser au titulaire ;
- ✓ **Rejet** : l'organisme estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues, même après ajournement ou avec réfaction. Il notifie une décision motivée de rejet.

Toutes les décisions de l'a CCSS des Hautes-Alpes sont notifiées au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à leur réception. Elles sont impérativement motivées sauf s'il s'agit d'une décision de réception.

L'absence de notification par l'organisme demandeur de sa décision dans les délais prévus n'entraîne pas la réception des prestations.

En cas de décision de réception avec réfaction, d'ajournement ou de rejet, le titulaire dispose de sept jours calendaires, quel que soit le type de prestation, pour présenter ses observations et procéder, le cas échéant, aux mises au point et/ou corrections demandées. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'organisme.

Si des corrections sont demandées, des pénalités de retard, prévues à l'article 12 du CCAP, peuvent être appliquées.

Si le titulaire émet des observations ou remet une nouvelle version des livrables, la CCSS dispose alors d'un nouveau délai pour prendre une décision définitive à compter de la remise du livrable. Ce délai est de sept jours calendaires pour chaque type de prestation.

Le rejet peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire conformément à l'article 17 du CCAP.

Le paiement de chaque bon de commande est conditionné par la décision de réception de l'organisme demandeur du dernier livrable attendu.

ARTICLE 9 - OBLIGATION DES PARTIES

9.1 : Obligations du Titulaire

Le titulaire s'engage à respecter les règles éthiques et déontologiques de la profession d'avocat dans l'exécution de sa mission et notamment:

9.1.1 : Devoirs d'information, de conseil, d'alerte et de diligence

Le titulaire est tenu à une obligation d'information, de conseil, d'alerte et de diligence consistant à tenir informé la CCSS des Hautes-Alpes et des risques juridiques afférents au dossier qu'il a à traiter dans le cadre du marché.

Le titulaire doit informer l'organisme sur les chances de succès de son affaire, de l'état d'avancement de l'affaire, de son évolution, des éventuelles voies de recours et toutes autres informations que le titulaire est susceptible de connaître dans le cadre de la bonne exécution du marché.

Il s'engage notamment à :

- ✓ Signaler immédiatement toute difficulté rencontrée ou tout retard prévisible dans la réalisation des prestations et l'exécution des missions qui lui sont confiées ;
- ✓ Vérifier la teneur de tous les documents, informations et renseignements qui lui sont confiés ou communiqués à l'occasion de l'exécution des prestations et missions définies dans le cadre du présent marché ;
- ✓ Disposer de personnels habilités à représenter l'organisme demandeur notamment devant les juridictions. Les titres ou diplômes relatifs à cette habilitation doivent être fournis au pouvoir adjudicateur ;

- ✓ Accomplir les prestations et les missions, objet du présent marché, dans des délais raisonnables, convenus et conformes aux intérêts des organismes bénéficiaires.

De manière générale, le titulaire est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations et des missions qui lui sont confiées.

Le non-respect de ces obligations peut entraîner, outre les sanctions pénales éventuellement encourues, la résiliation du marché aux torts du titulaire conformément à l'article 17 du CAP.

9.1.2 : Obligations de secret professionnel, de discrétion professionnelle, de loyauté et de confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel et aux obligations de discrétion professionnelle, de loyauté et de confidentialité qui s'imposent à sa profession et envers la CCSS des Hautes-Alpes. Il s'engage à respecter de façon absolue ces obligations et à les faire respecter par son personnel ou toute personne extérieure qu'il mobilise comme intervenant dans le cadre du présent marché, durant toute son exécution et après son expiration.

Le secret professionnel et les obligations précitées s'étendent à tous les renseignements, faits, informations, études, décisions, contenus de fichiers, documents de quelque nature que ce soit dont le titulaire et toute personne extérieure qu'il mobilise comme intervenant dans le cadre du présent marché, auraient eu connaissance ou qui leur seraient communiqués au cours de son exécution.

Le titulaire s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales relatives aux prestations objet du présent marché, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord écrit et préalable de la personne publique.

Les informations obtenues par le titulaire au cours de l'exécution du marché ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres du personnel du titulaire non appelés à participer à l'exécution des prestations, sauf si la divulgation est nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou réglementaires, échappant au contrôle du titulaire.

Le titulaire s'interdit de s'occuper des procédures des membres du groupement et fait information dans les plus brefs délais lorsque surgit un conflit d'intérêt avec d'autres de ses clients.

À l'échéance du marché, il s'engage à ce que le secret des informations et des affaires qu'il a eu à traiter ne soit pas violé dans le cadre des futures affaires qu'il aura à traiter pour ses nouveaux clients.

Le non-respect du secret professionnel et des obligations de discrétion professionnelle, de loyauté et de confidentialité peut entraîner, outre les sanctions pénales éventuellement encourues, la résiliation du marché aux torts du titulaire conformément à l'article 17 du CCAP.

Dès lors que l'affaire est terminée ou en cas de résiliation du marché, le titulaire est tenu de restituer sans délai les pièces afférentes à l'affaire dont il est le dépositaire.

Si, pour l'exécution du présent marché, le titulaire a recours à un ou plusieurs confrères, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de secret professionnel, de discrétion professionnelle, de loyauté et de confidentialité sus-énoncées.

Le présent marché, ainsi que tout échange de courriers ou d'informations, quel qu'en soit le support, communiqué par l'une des parties à l'autre à l'occasion du présent marché ou à laquelle les parties pourraient avoir accès pendant son exécution sont également considérés comme confidentiels et sont soumis à obligation de secret.

9.1.3 : Obligation de neutralité

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations prévues au présent marché conformément aux dispositions de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 (JO du 25 août 2021) confortant le respect des principes de la République. Le Titulaire s'engage à ne pas avoir pour vocation la diffusion d'idées à caractère politique, syndical, confessionnel, prosélyte, ou sectaire, et s'adresse à tous les publics, sans distinction de sexe, d'origine ethnique, de religion, ou d'âge.

Il s'engage enfin à respecter et faire respecter par ses intervenants la Charte de la laïcité de la Branche Famille avec ses partenaires adoptée par le Conseil d'administration de la CNAF le 1er septembre 2015 affichée dans les locaux de la CCSS des Hautes-Alpes dont une copie lui sera remise sur demande

En cas de manquement constaté par l'organisme bénéficiaire, le Titulaire n'ayant pas pris les mesures adaptées pour le faire cesser peut faire l'objet de sanctions, allant du rappel à ses obligations, aux pénalités prévues au CCAP, jusqu'à la résiliation du marché pour mauvaise exécution.

9.2 : Obligations de l'Organisme demandeur

L'organisme demandeur s'engage à fournir au titulaire tous les documents, renseignements et informations qu'il détient pour permettre au titulaire de réaliser les prestations qu'il doit effectuer. En cas de réunion dans ses locaux, l'organisme demandeur s'engage, par ailleurs, à fournir au titulaire des moyens matériels satisfaisants lui permettant d'effectuer sa mission dans de bonnes conditions.

ARTICLE 10 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

S'agissant de la protection de la main d'œuvre, les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. En outre, le Titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la Convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la Convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la Convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la Convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la Convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la Convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la Convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

Le Titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché, en fournissant, sur simple demande de la CSS des Hautes-Alpes tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose le respect des obligations et dispositions considérées.

En signant le marché, le Titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par l'organisme contractant.
